

ROME ET LA FRATERNITÉ SACERDOTALE SAINT-PIE X

Déclaration commune¹ de *The Remnant* et de *Catholic Family News*

par *Michael J. Matt*, Rédacteur en chef de *The Remnant*
et *John Vennari*, Rédacteur en chef de *Catholic Family News*

Traduction en français depuis l'original

Les rumeurs ne cessent de ricocher entre elles dans toute la presse et à travers l'Internet au sujet des négociations en cours entre Rome et la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X. Certains individus publient, sur ces négociations, des déclarations censées faire autorité, alors qu'ils ne sont manifestement pas au courant de tous les faits.

Mgr Bernard Fellay, Supérieur général de la Fraternité Saint-Pie X, a publiquement déclaré que contrairement à diverses allégations, aucune négociation n'était en chantier dans l'immédiat².

La plupart des partisans de la FSSPX ont poussé un soupir de soulagement en entendant cette nouvelle, de même que beaucoup de personnes qui, pour n'être pas de leurs rangs, n'en savent pas moins que la Fraternité fait contrepoids à tout le mouvement traditionaliste « approuvé »³. D'autres catholiques sont chagrinés que Mgr Fellay semble ignorer la branche d'olivier que lui tend le Vatican.

Les auteurs du présent document, qui sont les rédacteurs en chef de deux journaux catholiques jouissant d'une large distribution, tiennent à faire part de leur soutien pour l'extrême prudence dont Mgr Fellay et la Fraternité Saint-Pie X doivent faire preuve dans toute négociation avec la Rome actuelle en cette passe très dangereuse de l'histoire. Dans la déclaration qui suit, nous avons l'intention d'exposer les raisons qui nous amènent à conclure que le moment n'est pas encore venu, hélas ! pour que la Fraternité conclue un accord.

« Garantir notre avenir »

Il y a trois ans, Mgr Fellay a avancé trois sages critères pour entamer des négociations avec l'actuel Vatican. Dans sa « Lettre aux amis et bienfaiteurs » du 3 juillet 2003, il soulignait :

« Pour garantir notre avenir, nous devons obtenir de la Rome d'aujourd'hui une preuve claire de son attachement à la Rome d'hier. Lorsque les autorités romaines auront réaffirmé avec des actions parlant plus fort que les mots qu'«Il

¹ Source anglaise originale : <http://www.remnantnewspaper.com/Archives/archive-2006-0228-cfn-remnant.htm> et <http://www.cfnews.org/sspx-mm-jv.htm>

² « No Compromise With Vatican, SSPX Leader Says », *Catholic World News*, 7 février 2006 (www.cwnews.com/new/viewstory.cfm?recnum=42289). Voir également « Press Conference of Bishop Fellay to the Journalists for Religious Information », posté par *DICI* le 2 février 2006 (www.dici.org/actualite_read.php?id=747&loc=US)

³ Comme le motu proprio *Ecclesia Dei* l'exprime très clairement, pas de FSSPX, pas d'Indult !

ne doit pas y avoir d'innovations en dehors de la Tradition”, alors “nous” [la Fraternité] ne serons plus un problème. »⁴

Compte tenu de ces prudents critères, nous ne voyons pas comment des négociations actuelles garantiraient l'avenir de la Fraternité Saint-Pie X, car la Rome d'aujourd'hui ne fournit aucune preuve claire de son attachement à la Rome d'hier, aucune indication par des actions parlant plus fort que les mots qu'« il ne doit pas y avoir d'innovations en dehors de la Tradition ». En fait, on assiste même au contraire, d'autant plus que beaucoup de gens qui avaient commencé par saluer l'élection du cardinal Ratzinger à la papauté, y compris un certain nombre de catholiques conciliaires, considèrent maintenant d'un air déconfit les neuf premiers mois du nouveau pontificat.

Le pape Benoît XVI, dont la première allégeance est toujours allée à la nouvelle théologie moderniste, ne semble pas différent du cardinal Ratzinger, qui applaudissait Vatican II pour avoir été un anti-Syllabus et qui déclarait avec emphase : « Il ne doit pas y avoir de retour au Syllabus »⁵. Cela devait apparaître à l'évidence dans le discours qu'il a prononcé le 22 décembre 2005 devant la Curie Romaine et au cours duquel il n'a cessé de louer la liberté religieuse de Vatican II comme constituant le nouvel étalon-or des relations entre l'Église et l'État⁶. L'allégeance à la nouvelle vision mondiale de Vatican II ressort avec la même évidence d'autres discours dans lesquels le pape prône une « saine laïcité », alors que rien ne saurait répugner davantage à la Royauté sociale de Jésus-Christ préconisée par le Magistère papal d'avant Vatican II.

Le fait que ce discours du 22 décembre dénonce l'« herméneutique de la discontinuité et de la rupture » ne donne pas prise à beaucoup d'espoir. Pendant des années, le cardinal Ratzinger a déploré les mauvaises interprétations du Concile. Mais il n'a jamais dit que la solution de ce problème résidât dans un retour à la tradition d'avant Vatican II. Au contraire, il a maintes fois répété que pour résoudre le problème en question, il fallait découvrir le « véritable » enseignement de Vatican II. La solution du cardinal Ratzinger – et, aujourd'hui, celle du pape Benoît XVI – pour sortir des perturbations actuelles consiste à renvoyer les catholiques aux documents libéraux et ambigus de Vatican II, ceux-là mêmes qui ont provoqué la crise.

Un retour à *Quas Primas*, au Serment contre le modernisme, au *Syllabus d'erreurs modernistes* de saint Pie X n'occupe aucune place dans la « restauration » que le pape pourrait éventuellement préconiser. Le Benoît XVI d'aujourd'hui n'est autre que le cardinal Ratzinger d'hier. La nouvelle théologie de Vatican II est toujours le centre de son univers.

Aussi une question brûle-t-elle les lèvres des catholiques inquiets : comment une Fraternité Saint-Pie X « réconciliée » pourrait-elle opérer librement sous l'égide de la nouvelle théologie moderniste, alors que sa raison d'être même est de s'opposer publiquement à cette nouvelle théologie destructrice ?

⁴ Voir le site http://www.sspix.org/Superior%20Generals%20Ltrs/supgen_63.htm

⁵ Joseph cardinal Ratzinger, *Principles of Catholic Theology* (San Francisco : Ignatius Press, 1989), p. 391.

⁶ Voir « An Interview with Bishop Williamson on Pope Benedict XVI's Christmas Address to the Curia », *Catholic Family News*, février 2006 (accessible aussi sur le site Internet www.cfnews.org/bw-dec22.htm). Voir également, de Christopher Ferrara, « “Holy Revolution” or Wholly Revolutionary », *The Remnant*, 31 janvier 2006 (accessible aussi sur le site Internet www.remnantnewspaper.com/Archives/archive-2006-0110-whollyrevolution.htm)

C'est bel et bien là une pierre d'achoppement, et qui serait fatale à la FSSPX si celle-ci s'engageait dans quelque compromis que ce soit. Il semble pourtant y avoir peu de doute que la Fraternité serait forcément amenée à « faire une petite concession » au Vatican dans le sens de l'acceptation du Concile.

Il est certain que la FSSPX (qui n'est pas formellement en état de schisme – ainsi qu'est allé jusqu'à l'admettre le cardinal Castrillón Hoyos, de la Commission pontificale *Ecclesia Dei* – et qui n'est pas sédévacantiste) ne pourra conserver indéfiniment son statut canonique « irrégulier ». En fin de compte, elle réintégrera entièrement le giron de Pierre, sans doute après que Rome aura abandonné les voies sans issue de Vatican II, événement dont nous sommes convaincus qu'il doit se produire et qu'il se produira à l'heure voulue par Dieu.

Nous sommes pourtant d'avis que l'« état d'urgence », loin d'avoir disparu, s'est au contraire si fermement incrusté dans l'élément humain de l'Église qu'il ne faudra rien de moins qu'une intervention divine pour restaurer notre Mère la Sainte Église. Comme le regretté Michael Davies le notait peu avant sa mort, nous sommes « au-delà de la crise », car l'Église n'est même plus capable d'engendrer les vocations sacerdotales nécessaires pour assurer l'administration des sacrements aux fidèles. La multiplication des « paroisses sans prêtre » est là pour rappeler cette cruelle réalité.

Vatican II

Après la rencontre d'août dernier entre Mgr Fellay et le pape Benoît XVI, le cardinal Francesco Pompedda, ancien préfet de la Signature apostolique, a déclaré au quotidien italien *La Stampa* que la Fraternité Saint-Pie X ne pourrait se réconcilier avec le Saint-Siège que si elle reconnaissait la validité des décrets de Vatican II.

De même, John Allen, du *National Catholic Reporter*, a énuméré – d'une manière d'ailleurs assez inexacte – les « quatre conditions posées par la direction de la FSSPX pour un rapprochement : 1. plus large autorisation de célébrer la Messe d'avant Vatican II ; 2. levée des excommunications contre les quatre évêques consacrés par Mgr Lefebvre en 1988 ; 3. reconnaissance du droit de critiquer certains aspects de Vatican II, en particulier son enseignement sur la liberté religieuse ; 4. octroi d'une structure canonique – par exemple, une administration apostolique – pour donner aux traditionalistes une certaine autonomie. »

S'agissant des deux premiers points, la Fraternité Saint-Pie X ne demande pas une plus large « autorisation » de célébrer la Messe tridentine, car une telle autorisation serait superflue. Elle veut simplement, comme tout vrai catholique, que le Vatican *admette la vérité*, qui est que la Messe tridentine n'a jamais été interdite et que tous les prêtres sont libres de la célébrer sans « indult » spécial de la part des évêques.

Dans le même esprit, la FSSPX ne demande pas au Vatican de « lever » les excommunications de 1988, car elle ne reconnaît pas leur existence. Là encore, la Fraternité veut seulement que Rome *admette la vérité* en déclarant ces excommunications nulles et non avenues.

En outre, la Fraternité présente ces deux premiers points non comme les conditions d'un *ralliement*, mais comme les conditions pour *engager* des négociations pouvant déboucher sur sa régularisation. Cependant, elle demande que le Vatican commence par s'exprimer honnêtement sur ces deux points importants. Si le Vatican ne veut pas admettre la vérité – et si une institution est tenue d'admettre la vérité, c'est bien lui –, toute négociation est inutile.

En ce qui concerne le troisième point, qui est capital et devrait faire figure de condition absolue pour la régularisation de la FSSPX, John Allen écrit : « Un cardinal du Vatican, interrogé par *NCR* le 2 février, a déclaré qu'il doutait que le Saint-Siège puisse accepter les conditions posées par la Fraternité pour un ralliement, *en particulier la*

reconnaissance du droit d'être en désaccord avec des éléments de Vatican II. "Cela aurait de très graves conséquences pour l'unité de l'Église", a dit le cardinal. Le prélat, qui a gardé l'anonymat, a encore déclaré qu'il pensait que le pape "comprendait cela très bien" et n'avancerait donc qu'avec prudence. »⁷

Attachement à la Rome d'hier ?

Le pape Benoît XVI ne s'est pourtant montré guère prudent pour ce qui est de faire avancer la révolution post-conciliaire. Un bref passage en revue de quelques-uns des moments les plus intenses de son pontificat suffit à montrer un homme peu « attaché à la Rome d'hier ».

- À la messe des obsèques de Jean-Paul II, onze jours avant d'être élu pape, le cardinal Ratzinger a donné la Communion dans la main au frère Roger Shultz, de Taizé, qu'il savait être protestant. Des articles de presse parus ensuite ont souligné que ce n'était pas la première fois que la cardinal Ratzinger pratiquait l'intercommunion avec des non-catholiques⁸.
- Au cours de la même messe, le cardinal Ratzinger a parlé de Jean-Paul II comme « se tenant à la fenêtre de la maison du Père », indiquant par là que Jean-Paul II était déjà au Paradis, court-circuitant du même coup le Purgatoire et procédant ainsi à une sorte de canonisation instantanée⁹.
- Dans sa première homélie papale, Benoît XVI a déclaré : « C'est pourquoi, me préparant aussi pour le service qui incombe au Successeur de Pierre, je veux affirmer avec force ma détermination à maintenir l'engagement d'appliquer le deuxième Concile du Vatican... » Il a promis de poursuivre le dialogue œcuménique dont le pape Jean-Paul II s'était fait le champion¹⁰.
- En mai 2005, le pape Benoît a nommé le très libéral archevêque William Levada comme Préfet de la Sacrée Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Or, non seulement Levada est connu pour avoir couvert des prêtres homosexuels dans ses diocèses successifs des Etats-Unis, mais il est l'un des prélats les plus œcuméniques de ce pays. Il a été le premier évêque américain à visiter une synagogue après la visite initiale de Jean-Paul II dans une synagogue en 1986. Il a aussi patronné dans sa cathédrale des manifestations s'inscrivant dans l'« esprit d'Assise » et auxquelles ont participé des Juifs, des musulmans, des bouddhistes, des hindous ainsi que des représentants d'autres sectes¹¹. C'est ce même

⁷ « The Word from Rome », John Allen, 4 février 2006. C'est nous qui soulignons. Accessible également sur le site Internet <http://www.nationalcatholicreporter.org/word/word020306.htm>

⁸ « Pope Benedict XVI and Eucharistic Sacrilege », J. Vennari, *Catholic Family News*, septembre 2005. Accessible sur le site Internet www.cfnews.org/RatzRoger.htm L'auteur y démontre aussi que contrairement à de faux comptes rendus antérieurs, le frère Roger ne s'était pas converti à la Foi catholique, mais est mort protestant. Cela fut confirmé à l'auteur lors de ses deux appels téléphoniques successifs à la communauté de Taizé, l'un avant la mort du frère Roger, l'autre après.

⁹ Homélie du cardinal Ratzinger à la Messe des obsèques de Jean-Paul II, *Zenit*, 8 avril 2005.

¹⁰ *Zenit* news, avril 2005 : www.zenit.org/english/visualizza.phtml?sid=69626

¹¹ « Ecumenical Archbishop Levada to Head Sacred Congregation for the Doctrine of the Faith », J. Vennari, *Catholic Family News*, juin 2005. Accessible sur le site Internet www.cfnews.org/LevadaCDF.htm Voir également « New San Francisco Archbishop Thinks Propaganda Film Brokeback Mountain is « Very Powerful », *Lifesite*, 13 février 2005. Accessible sur le site Internet www.lifesite.net/ldn/2006/feb/06021306.html

archevêque qui a dit à l'abbé Eugene Heidt que la Transsubstantiation était « un mot long et difficile » et que « nous n'employons plus ce terme »¹². Cela n'a pas empêché le pape de choisir Levada pour être, paraît-il, le « chien de garde » de l'Église dans le monde entier. Levada a été autorisé, en outre, à nommer lui-même son successeur à San Francisco – l'évêque George Niederauer –, un homme qui vient de faire l'éloge du film homosexuel *Brokeback Mountain*.

- Le 13 mai 2005, Benoît XVI a donné un coup d'accélérateur à la béatification de son prédécesseur direct en s'affranchissant du délais d'attente, prudemment fixé à cinq ans. Cela ne peut que servir à « canoniser » la désastreuse politique pan-religieuse de Jean-Paul II : la révolution s'apprête ainsi à canoniser l'un des siens.
- Le 17 août, dans un discours public, Benoît XVI a pratiquement canonisé le frère protestant Roger, de Taizé, qui venait d'être assassiné : il l'a présenté, en effet, comme un « fidèle serviteur » du Seigneur se trouvant maintenant « dans les Mains de la Bonté éternelle »¹³.
- Le 19 août, le pape s'est rendu dans une synagogue aux fins de relations interreligieuses, *non* pour exhorter les Juifs à se convertir à Jésus-Christ. Et ce geste, il l'a accompli à Cologne, alors qu'un million de jeunes du monde entier convergeaient vers cette ville pour les Journées Mondiales de la Jeunesse. (Comment évaluer un tel scandale, causé à une telle échelle ?)
- Le même jour, au cours d'une réunion œcuménique, Benoît XVI a parlé de l'œcuménisme comme d'une bonne chose qui n'a pas pour but le « retour » des non-catholiques à l'unique véritable Église du Christ, démentant ainsi le dogme catholique infaillible « Hors de l'Église, point de salut »¹⁴.
- En octobre 2005, Benoît XVI a fait l'éloge du père Hans Urs von Balthasar lors d'une conférence honorant ce théologien libéral¹⁵. Or, Von Balthasar enseignait, contrairement à l'enseignement clair des Écritures, qu'un catholique peut « espérer » que tous les hommes soient sauvés. Le pape a ainsi loué sans réserves l'homme qui aura été, en fait, un des plus célèbres théoriciens du salut universel.
- Sous Benoît XVI, on est en train de « réétudier » la doctrine catholique des Limbes, qui risque fort d'être abandonnée comme relevant d'un enseignement périmé. Cette initiative, prise par une commission de théologiens dépendant de la Sacrée Congrégation pour la Doctrine de la Foi, jouit de l'entier appui du pape. Cela n'a rien de surprenant, le cardinal Ratzinger ayant lui-même déjà dit ne pas croire aux Limbes et fait part de son intention de les « laisser tomber ». La nouvelle de la création d'une commission du pape sur les Limbes a ébranlé les plus conservateurs des prêtres conciliaires¹⁶.

¹² Voir *Priest Where is Thy Mass ? Mass Where is Thy Priest ?* (Kansas City, Angelus, 2004), p. 64.

¹³ « Pope mourns Murder of Taizé's Brother Roger : Founder « Has Attained Eternal Joy », Says Benedict XVI », *Zenit*, 17 août 2005.

¹⁴ Le pape a déclaré « D'autre part, cette unité n'équivaut pas à ce qu'on pourrait appeler l'œcuménisme du retour, qui consiste à nier et à rejeter l'histoire de sa propre foi. Absolument pas ! » Réunion œcuménique : Cologne, 19 août 2005. Allocution accessible sur le site Internet www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/speeches/2005/august/documents/hf_ben-xvi_spe_20050819_ecumenical-meeting_en.html.

¹⁵ « Pope Praises Von Balthasar and His Theology », *Zenit*, 10 octobre 2005.

¹⁶ Voir, par exemple, « Can Limbo Be Abolished ? », abbé Brian Harrison, *The Remnant*, 31 décembre 2005. Accessible sur le site Internet www.remnantnewspaper.com/Archives/archive-2005-1215-limbo.htm

- Le 29 novembre 2005¹⁷, Benoît XVI a publié, au sujet de la formation dans les séminaires, un document navrant où il est dit, pour la première fois dans l'histoire de l'Église, que ceux qui se livrent à une activité homosexuelle doivent être « respectés profondément » ; ce document autorise un homosexuel à devenir prêtre pourvu qu'il soit célibataire depuis trois ans. Cela a conduit un certain nombre de catholiques conciliaires à voir dans Benoît XVI un pape encore plus libéral que Jean XXIII qui, dans un document de 1961, interdisait la prêtrise aux homosexuels en raison de leurs « tendances mauvaises ».

Nous pourrions donner davantage d'exemples, mais nous pensons que ceux-là suffisent. Pour reprendre le sage critère de Mgr Fellay, si l'on veut qu'une réconciliation entre la FSSPX et Rome soit possible, il faut que Rome donne « une preuve claire de son attachement à la Rome d'hier ». Or, le pape Benoît XVI a montré qu'il ne satisfaisait pas à ce critère du retour à la Tradition. Même des publications non traditionalistes déplorent cet aspect de l'actuel pontificat.

Dale Vree, rédacteur en chef de la *New Oxford Review*, n'a pas caché la déception que lui causaient les neuf premiers mois du pontificat de Benoît XVI :

« Ce document [sur la présence d'homosexuels dans les séminaires] était une épreuve déterminante pour le pape, et celui-ci a trébuché. De même, sa nomination de William Levada comme Préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi était la nomination la plus importante que le pape avait à faire, et là aussi, il a trébuché. »

Après avoir noté que la visite cordiale de quatre heures du pape à Hans Küng n'a fait que conférer de la respectabilité aux idées et projets hérétiques de Küng, M. Vree écrit :

« Le dernier outrage en date est la nomination par le pape de l'évêque George Niederauer comme archevêque de San Francisco. Niederauer est manifestement un ami des « gay ». Il a été curé d'une paroisse de Hollywood Ouest où se trouve une vaste congrégation « gay » et où il a déclaré que les homosexuels étaient « merveilleux ». En tant qu'évêque de Salt Lake City, il s'est opposé à l'interdiction constitutionnelle du mariage de personnes du même sexe. Il nie l'existence d'un lien entre les prêtres homosexuels et les abus sexuels, voire les viols commis sur des jeunes garçons. Il a contribué à créer, dans l'Utah, la Coalition of Concerned Religious Leaders qui préconise la « tolérance » vis-à-vis des homosexuels. Par-dessus le marché, il a été loué par Sam Sinnet, président de Dignity-USA, et Francis DeBernardo, président de New Ways Ministry, ces deux groupes se composant de catholiques qui se disent fiers d'être « gay » et lesbiens. »¹⁸

Les plaintes de M. Vree apparaissent comme encore plus justifiées lorsqu'on pense que le cardinal Joseph Ratzinger a été pendant vingt-quatre ans Préfet de la Congrégation du Vatican pour la Doctrine de la Foi et qu'il connaît *forcément* le parcours de cet évêque ami des « gay » ! C'est pourtant Mgr Niederauer qu'il a nommé à la tête du diocèse de San Francisco, *entre toutes les affectations possibles*.

Ainsi, alors que les catholiques conservateurs fidèles au *Novus Ordo* assistent à la spirale descendante du pontificat de Benoît XVI, il incombe à la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X d'observer la plus extrême prudence dans toute négociation avec un pape qui s'est abstenu de réaffirmer « avec des actions parlant plus fort que les mots qu'il ne doit pas y avoir

¹⁷ Voir, par exemple, « Can Limbo Be Abolished ? », Father Brian Harrison, *The Remnant*, 31 décembre 2005. Accessible sur le site Internet www.remnantnewspaper.com/Archives/archive-2005-1215-limbo.htm

¹⁸ Une cruelle ironie du sort a voulu que le pape publie ce document atterrissant le jour même du centenaire de la naissance de Mgr Marcel Lefebvre (29 novembre 1905).

d'innovations en dehors de la Tradition ». Sous un tel pape, il semble évident que l'avenir de la FSSPX ne pourrait être garanti.

Une précision s'impose : notre position vis-à-vis d'un rapprochement entre la FSSPX et le Vatican s'appuie sur l'hypothèse que la Fraternité n'est pas en état de schisme. Si elle l'était, ses évêques et ses prêtres seraient objectivement coupables du péché mortel de schisme, et nous ne saurions faire cause commune avec elle. Toutefois, comme on l'a soutenu avec vigueur depuis 1988, la position canonique de la FSSPX, bien qu'assurément « irrégulière », n'a jamais atteint le niveau du schisme formel. À chaque messe qu'ils célèbrent, les prêtres de la Fraternité prient pour le pape Benoît XVI et leurs ordinaires respectifs. Les évêques de la Fraternité n'ont aucune juridiction territoriale et se sont donc donné beaucoup de mal pour éviter ne serait-ce que l'apparence de fonder une « petite église ». La Fraternité n'a jamais rejeté l'autorité du pape, mais – invoquant les dispositions du nouveau Code de droit canon lui-même au sujet du recours légal qui peut être utilisé en cas de nécessité, à savoir la clause dite de l'« état d'urgence » – elle a choisi de ne pas obéir à ce qui irait jusqu'à compromettre la Foi. En outre, la Fraternité Saint-Pie X est le plus vigoureux défenseur des papes modernes contre les accusations des « sédévacantistes ». Que la FSSPX ne soit pas (et n'ait jamais été) en état de schisme formel a été admis à maintes reprises depuis 1988, et de la manière la plus notoire, peut-être, par le Cardinal Ratzinger lui-même en 1993, à propos de l'affaire de Pat Morely et des six excommuniés d'Hawaï, ainsi que – tout dernièrement – par le Cardinal Castrillón Hoyos lui-même, Président de la Commission Pontificale Ecclesia Dei.

Malgré cela, on a lieu de s'inquiéter que l'instrument choisi par le pape pour conduire les négociations avec la FSSPX se trouve être ce même cardinal Castrillón Hoyos, un homme qui – bien souvent lors de ses contacts avec les catholiques de tradition – semble s'être évertué à prouver qu'il n'est pas digne de confiance.

De belles paroles, mais peut-on faire confiance au cardinal ?

Le cardinal Castrillón Hoyos est à la fois Préfet de la Congrégation pour le Clergé et Président de la Commission pontificale Ecclesia Dei, qui supervise (sans d'ailleurs se montrer très active) l'application locale de l'« indult » accordé par le pape Jean-Paul II pour la célébration de la Messe traditionnelle en latin.

On ne peut nier que le cardinal Castrillón Hoyos ait fait dernièrement plusieurs déclarations fort révélatrices sur le véritable statut canonique de la FSSPX et la liturgie traditionnelle. Par exemple, dans une récente interview accordée à *30 Days Magazine*, le cardinal a dit que la situation de la Fraternité ne constituait « pas un schisme formel », que la Messe traditionnelle n'avait « jamais été abolie » et qu'en ce qui concerne Vatican II et les changements post-conciliaires au sein de l'Église, « nous sommes tous libres de formuler des observations critiques sur ce qui n'a trait ni aux dogmes, ni à la discipline essentielle de l'Église elle-même ». Le cardinal est même allé jusqu'à souligner que « les contributions critiques de cette nature venant éventuellement de [la FSSPX] peuvent être un trésor pour l'Église »¹⁹. Mais alors, est-on en droit de demander, pourquoi donc ne l'ont-ils pas dit avant ?

On ne peut, certes, que se féliciter de tels aveux. Pourtant, il y a largement de quoi craindre que derrière ces paroles séduisantes ne se cache l'intention d'embrasser la FSSPX pour mieux l'étouffer. Que l'on songe au sort de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pierre, qui se compose de prêtres ayant quitté la FSSPX après la consécration des quatre évêques par Mgr Marcel Lefebvre en 1988. Le Vatican avait assuré à ces anciens membres de la FSSPX que

¹⁹ « Rapprochement by unhasty stages, but not too slow either », *30 Days Magazine*, n° 9, 2005.

leur droit de célébrer la Messe traditionnelle et de dispenser une formation sacerdotale traditionnelle dans leurs séminaires serait respecté. Or, ce n'est pas exactement ainsi que les choses se sont passées.

En juin 2000, le cardinal Castrillón Hoyos prit à l'encontre de la Fraternité Saint-Pierre des mesures rapides et d'ordre quasi disciplinaire après que le Vatican eut reçu la plainte véhémement d'un groupe de seize prêtres libéraux dissidents faisant partie de l'apostolat français. Ces seize prêtres déclaraient qu'il voulaient être libres de célébrer « occasionnellement » la messe du *Novus Ordo* pour témoigner de leur « unité » avec l'évêque local, et que la formation dispensée dans les séminaires de la FSSP était « trop rigide ».

La plainte de ces seize dissidents retint immédiatement l'attention du Vatican. En juin 2000, le cardinal Castrillón Hoyos, en tant que Président d'Ecclesia Dei, supprima l'élection au chapitre général de la Fraternité Saint-Pierre, qui devait avoir lieu, bloquant ainsi la réélection certaine de l'abbé Josef Bisig comme Supérieur général. Or, l'abbé Bisig était opposé à toute célébration de la messe *Novus Ordo* par des prêtres de sa fraternité. En outre, le cardinal *imposa personnellement* à la Fraternité Saint-Pierre un nouveau Supérieur général plus à son goût et ordonna le retrait des recteurs des deux séminaires de la Fraternité, ainsi que leur remplacement par des prêtres d'esprit plus libéral. Ces mesures faisaient suite à la publication par la Commission Ecclesia Dei de l'infâme Protocole 1411 qui, non content d'interdire que les seize dissidents de la FSSP (ou tout autre prêtre de cette fraternité) se voient interdire par leur direction de célébrer la messe *Novus Ordo*, dispose en outre que les prêtres de la FSSP « *doivent célébrer avec le missel postconciliaire* s'ils se trouvent être amenés à dire la messe dans une communauté appliquant le Rite romain moderne ». Par ces mesures – imposées avec une rapidité telle qu'on n'en avait jamais vu depuis Vatican II –, le cardinal réduisit à néant, du moins en principe, la prétention de la FSSP d'être autorisée à l'usage exclusif du Missel traditionnel et des méthodes traditionnelles de formation des prêtres.

Le cardinal Hoyos justifia cette rigueur dans les termes suivants par sa lettre du 29 juin 2005 à la Fraternité Saint-Pierre :

« Vous savez fort bien que beaucoup, dans l'Église, observent votre séminaire et qu'il doit être exemplaire à tous égards. En particulier, il lui faut éviter et combattre un certain esprit de rébellion contre l'Église actuelle ; cet esprit trouve facilement des adeptes parmi vos jeunes étudiants qui, comme tous les jeunes gens, ont tendance à adopter des positions extrêmes et rigoureuses »²⁰.

Dans une déclaration ultérieure à *30 Days*, le cardinal continua de défendre ses actions comme étant nécessaires « pour trouver un équilibre entre leur charisme initial et le résultat de leur insertion dans la réalité ecclésiale d'aujourd'hui »²¹. Quoi que veuille dire l'expression « la réalité ecclésiale d'aujourd'hui », elle ne peut en aucun cas désigner le catholicisme romain traditionnel, car si tel était le cas, le cardinal n'aurait eu aucun motif d'intervenir.

Or, rien ne saurait être plus manifeste que l'absurdité de la déclaration du cardinal selon laquelle il existerait chez les prêtres de la Fraternité Saint-Pierre un « esprit de rébellion ». Il y a en effet, aux Etats-Unis et dans le monde entier, d'innombrables séminaires où règnent la rébellion, l'apostasie et la corruption homosexuelle, mais dont le cardinal Castrillón Hoyos – durant les *sept années* où il a été Préfet de la Sacrée Congrégation pour le Clergé – ne s'est jamais occupé avec la résolution et la rapidité d'intervention qu'il a montrée à l'encontre de la Fraternité Saint-Pierre. (En revanche, le cardinal et sa congrégation témoignent une grande sollicitude pour le jugement équitable et les droits des accusés dans

²⁰ Lettre au Chapitre général de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pierre, 29 juin 2000.

²¹ *30 Days*, n° 11, 2000.

des affaires telles que la prédation pédophile à laquelle des prêtres homosexuels se livrent sur de jeunes garçons.)

Par contraste avec cette tolérance, depuis Vatican II, certains membres de la hiérarchie perçoivent tout prêtre catholique authentiquement traditionnel comme montrant un « esprit de rébellion » contre « la réalité ecclésiale d'aujourd'hui », précisément parce que « la réalité ecclésiale d'aujourd'hui » *représente l'abandon de la tradition catholique romaine*. Mais, en tout état de cause, il est indéniable que la Fraternité Saint-Pierre n'a jamais été une force de résistance publique à Vatican II et la nouvelle messe. Au contraire, certains prêtres de la FSSP nous ont dit qu'un principe fondamental de leur apostolat diocésain est de « ne pas faire de vagues ». Depuis le jour de sa création, la Fraternité Saint-Pierre a axé sa politique sur l'alignement et l'entente, au grand dam de beaucoup de ses jeunes prêtres et de ses séminaristes, qui sont prêts à jouer un rôle beaucoup plus actif dans la contre-révolution catholique, mais à qui on ne permet pas de faire. Pourtant, bien que la FSSP ne rue pas dans les brancards du chariot postconciliaire, le *seul soupçon* que certains de ses membres pourraient le faire a poussé le cardinal à fondre sur elle comme un aigle.

Les paroles et actions mêmes du cardinal révèlent qu'il se voit non pas en défenseur de la foi et de la pratique traditionnelles au sein du clergé, mais bien plutôt comme celui qui est chargé d'imposer dans l'Église ce qu'on pourrait appeler à juste titre le post-conciliarisme politiquement correct, ou PCPC, à savoir l'équivalent de ce que le politiquement correct, ou PC, représente dans le domaine de la politique séculière.

Mais il ne faudrait pas croire pour autant que la Fraternité Saint-Pierre soit seule à avoir fait les frais de l'insistance du cardinal sur le PCPC. Dans sa tentative d'intimider le père Nicholas Gruner pour que celui-ci se soumette à « la réalité ecclésiale d'aujourd'hui », le cardinal a :

- injustement menacé le père Gruner de mesures disciplinaires s'il ne rétractait pas certains articles du magazine *The Fatima Crusader* critiquant légitimement le cardinal Angelo Sodano, Secrétaire d'État du Vatican²² ;
- accusé le père Gruner faussement et dans son dos (c'est-à-dire dans des communications secrètes adressées au Vatican par la valise diplomatique) d'avoir fabriqué un faux document ecclésiastique, accusation absurde et du reste facile à démontrer, que le cardinal a pourtant refusé de rétracter même après avoir été confronté à la preuve qu'il s'était livré à une diffamation ;
- menacé encore le père Gruner d'excommunication s'il ne renonçait pas à son procès civil parfaitement licite contre un responsable de l'archidiocèse de Toronto ; lorsque le père Gruner a cherché à rencontrer le cardinal pour parler avec lui de la résolution du procès, le cardinal a fait volte-face en déclarant qu'il lui fallait « maintenir rigoureusement la distinction entre instances civiles et instances ecclésiastiques ». Ainsi, après avoir proféré la menace exorbitante d'excommunier le père Gruner pour le contraindre de renoncer à son procès civil, le cardinal a fini par admettre qu'*il n'avait pas à se mêler du procès pour commencer*.

Tous ces abus de pouvoir ont été exposés en détail dans la plainte canonique que le père Gruner a adressée au pape Jean-Paul II lui-même le 20 décembre 2000²³. Ils révèlent un

²² Lettre du cardinal Castrillón Hoyos, 16 mai 2001. Accessible sur le site Internet www.fatima.org/apostolate/defense/mai16docinx.asp

²³ « Cardinal Must Be Deposed », *The Fatima Crusader* n° 66, hiver 2001. Accessible sur le site Internet www.fatimacrusader.com/cr66/cr66pgs1.asp Voir en particulier, pour plus de précisions qu'il n'en est donné ici, la section II, intitulée « The Wrongs Committed by Respondent ».

prélat qui n'hésite pas à user de son pouvoir pour écraser tout prêtre s'opposant trop efficacement au règne du PCPC.

Tel est le personnage qui est maintenant tout sourire avec la Fraternité Saint-Pie X et lui assure qu'elle peut faire confiance sans crainte à la Rome actuelle. Avec cet homme à la tête des négociations, la FSSPX a d'excellentes raisons de se demander si son avenir après « régularisation » serait vraiment garanti.

L'ancien mépris du cardinal Ratzinger pour les catholiques de tradition

Le dédain du cardinal Castrillón Hoyos est certes assez préoccupant, mais comme nous l'avons déjà souligné dans nos deux journaux, le cardinal Ratzinger s'est – de son côté – montré dans le passé rien moins que favorable aux catholiques de tradition, en tout cas ceux dont la motivation va au-delà d'une simple « préférence » pour l'ancienne Messe et qui s'opposent publiquement à Vatican II. Dans son *Rapport Ratzinger* de 1984, il déclare ainsi :

« De même, il est impossible de se prononcer en faveur de Trente et de Vatican I, mais contre Vatican II. Quiconque dément Vatican II dément l'autorité qui sous-tend les deux autres conciles et les détache ainsi de leur fondement. Cela s'applique à ce qu'on appelle « traditionalisme », y compris dans ses formes extrêmes »²⁴.

Les « formes extrêmes » du « traditionalisme » visent à coup sûr Mgr Marcel Lefebvre et sa Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X. En 1975, l'Archevêque avait affirmé clairement la nécessité de résister à la révolution de Vatican II :

« Défendre la Foi est le premier devoir de tout chrétien, *a fortiori* de tout prêtre ou évêque. Chaque fois qu'un ordre porte en soi un danger de corrompre la Foi et la morale, la désobéissance devient un devoir grave.

« C'est parce que nous croyons que toute notre foi est mise en danger par les réformes et tendances post-conciliaires que nous avons le devoir de désobéir, ainsi que de maintenir la Tradition. Le plus grand service que nous puissions rendre à l'Église catholique, au successeur de Pierre, au salut des âmes et de la nôtre, c'est de dire "non" à l'Église libérale réformée, parce que nous croyons en Notre-Seigneur Jésus-Christ, Fils de Dieu fait homme, qui n'est ni libéral, ni réformable »²⁵.

Le Cardinal ne voulait pas d'une telle résistance. Mais sa déclaration de 1984 n'a pas fait, à propos de Vatican II, un distinguo qu'avait pourtant fait de son côté le cardinal Pericle Felici, Secrétaire du Concile.

À la fin de Vatican II, le Concile des Pères a demandé au cardinal Felici ce que les théologiens appellent la note théologique du Concile. En d'autres termes, quel est le statut des documents de Vatican II ? Le cardinal Felici répondit : « Nous devons distinguer, entre les schémas et les chapitres, ceux qui ont déjà fait l'objet de définitions dogmatiques dans le passé ; quant aux déclarations qui présentent un caractère de nouveauté, il nous faut faire des réserves »²⁶.

Ainsi, le cardinal Felici a reconnu que Vatican II contenait des nouveautés qu'aucun catholique n'était tenu d'accepter. Ces nouveautés, telles que l'œcuménisme et la liberté religieuse, sont contraires à ce que l'Église a toujours enseigné et se sont avérées désastreuses pour l'Église et les âmes.

Comment le Concile pourrait-il être autre chose que désastreux quand le très progressiste cardinal Suenens, l'un des principaux architectes de ce concile, a déclaré

²⁴ *The Ratzinger Report*, [San Francisco : Ignatius, 1985] p. 28 et 29.

²⁵ Monseigneur Lefebvre, Lettre aux amis et bienfaiteurs n° 9, 1975.

²⁶ *Lettre ouverte aux catholiques perplexes*, Mgr Marcel Lefebvre (Kansas City : Angelus, 1992), p. 107.

triomphalement : « Vatican II, c'est 1789 dans l'Église »²⁷ ? Et quand l'observateur protestant Robert McAfee Brown a exulté parce que le Concile avait supprimé la nécessité, pour les non-catholiques, de se convertir au catholicisme afin d'assurer leur salut²⁸ ?

Le cardinal Ratzinger est retourné à sa défense du Concile contre les catholiques de tradition dans ses *Principes de théologie catholique* de 1986 :

« Le Concile aurait-il été une fausse route et devrions-nous rebrousser chemin si vous voulons sauver l'Église ? Les voix de ceux qui répondent à cette question par l'affirmative deviennent plus fortes, et ceux qui les suivent plus nombreux. Parmi les phénomènes les plus manifestes de ces dernières années, force est de mentionner le nombre croissant de groupes intégristes au sein desquels le désir de piété et le goût du mystère trouvent leur compte. Nous devons nous garder de minimiser ces mouvements. Ils représentent assurément un zélotisme sectaire qui est l'antithèse du catholicisme. Nous ne saurions leur résister avec trop de fermeté »²⁹.

De même, en 1988, le cardinal Ratzinger disait des catholiques de tradition :

« C'est inadmissible ; on ne peut accepter qu'il y ait dans l'Église des groupes de catholiques qui ne partagent pas la manière générale de penser des évêques du monde »³⁰.

Quels catholiques pensant droit voudraient partager « la manière générale de penser des évêques du monde » alors que la majorité de ces évêques ont été élevés à l'épiscopat du fait de leur engagement en faveur des réformes libérales de Vatican II ? Or, selon le cardinal Ratzinger, l'opposition à Vatican II relèverait d'un « zélotisme sectaire » auquel « nous ne saurions résister avec trop de fermeté ».

Le pape Benoît XVI et la FSSPX sont d'accord, il convient de le noter, pour dire que l'Église est en crise. Leur désaccord tient à la *cause* de cette crise. Le pape soutient que Vatican II est bon en soi, mais mal interprété et appliqué. La Fraternité Saint-Pie X soutient (à juste titre, selon nous) que Vatican II se résume à une pile de documents entachés d'erreur qui ne peuvent que produire de mauvais fruits. Quiconque possède une connaissance ne serait-ce que rudimentaire de l'histoire du Concile sait que les documents en ont été rédigés par des théologiens radicaux et dans une intention révolutionnaire³¹.

Malheureusement, l'abbé Joseph Ratzinger a été l'un de ces théologiens radicaux du Concile. Il ne reconnaît pas les dangers inhérents à ces textes ambigus. Pour lui, la résistance

²⁷ Ibid. p. 100.

²⁸ Le protestant McAfee Brown applaudit en ces termes le décret de Vatican II sur l'œcuménisme : « Ce document montre bien la nouveauté de l'attitude qui est apparue. On ne parle plus de « schismatiques » et d'« hérétiques », mais plutôt de « frères séparés ». On n'exige plus impérieusement que les dissidents retournent en pénitence vers l'Église alors qu'ils n'ont pas besoin de faire pénitence ; au lieu de cela, on reconnaît que les parties en présence sont toutes deux coupables du péché de division et doivent aller l'une vers l'autre dans un esprit de pénitence. Les protestants ne sont plus exclus en tant que « sectes » ou qu'entités uniquement psychologiques ; au lieu de cela, il est reconnu que leur vie communautaire comporte une certaine dose de « réalité ecclésiale ». *The Ecumenical Revolution*, Robert McAfee Brown (Garden City : Doubleday, 1967 – 2^{ème} édition 1969), p. 67 et 68.

²⁹ Ratzinger, *Principes de théologie catholique*, p. 389 et 390.

³⁰ *Archbishop Lefebvre and the Vatican* (Kansas City : Angelus, 1999), p. 222.

³¹ Voir « Vatican II vs. The Unity Willed by Christ », J. Vennari *Catholic Family News*, décembre 2000. Accessible sur le site Internet www.cfnews.org/V2-unity.htm

à Vatican II *lui-même* n'est pas une option admissible, ce qui le place en opposition frontale avec Mgr Lefebvre et les motifs de résistance exposés par ce dernier. Dans *J'accuse le Concile*, Mgr Lefebvre écrit :

« ... Il est néanmoins certain que le Concile a été détourné de ses buts par un groupe de conspirateurs et qu'il nous est impossible de prendre la moindre part à cette conspiration, malgré le fait qu'il puisse y avoir des déclarations satisfaisantes dans Vatican II. Les bons textes ont servi de couverture pour faire accepter et passer les textes qui sont des leurres, qui sont équivoques et dénués de sens.

« Il ne nous reste qu'une solution : abandonner ces dangereux exemples et nous accrocher à la tradition, c'est-à-dire à ce qui est le Magistère officiel de l'Église depuis 2000 ans. »

Pas du tout, dit le cardinal Ratzinger, à présent pape Benoît XVI : il faut sauver le Concile, dont la richesse reste à « découvrir ». Là encore, on constate le caractère irréconciliable des positions en présence. Dans ces conditions, qu'est-ce qui pourrait bien servir de base à des négociations si le Vatican ne fait pas un grand pas à droite, et la Fraternité un grand pas à gauche ?

Pour des catholiques de tradition, il n'est pas question de partager l'héritage révolutionnaire des textes du Concile. La résistance à Vatican II, la levée de la malédiction qui plane sur le monde et le retour à la Tradition catholique constituent *la seule et unique issue* de la tumultueuse impasse actuelle. Cette position traditionaliste, représentée par la Fraternité Saint-Pie X, ne trouvera aucun écho favorable dans la hiérarchie actuelle.

Notre Seigneur a averti Ses Apôtres en ces termes : « quiconque vous fera mourir, croira faire à Dieu un sacrifice agréable » (*Jn 16 : 2*). Il est donc probable que les dirigeants actuels du Vatican, malgré leurs sourires de circonstance, tenteront de faire mourir la résistance antimoderniste de la FSSPX en croyant « faire à Dieu un sacrifice agréable ». Le Vatican actuel s'est persuadé, à coup sûr, que l'amalgamation hégélienne de la FSSPX dans la très moderniste « réalité ecclésiale d'aujourd'hui » constituait une mission à accomplir pour le bien de l'Église. Le cardinal Castrillón Hoyos a bien manifesté cette attitude dans ses relations avec la Fraternité Saint-Pierre.

***Ostpolitik* traditionaliste**

Une partie de cette amalgamation dans la « réalité ecclésiale d'aujourd'hui » consiste, pour le Vatican, à accorder leur « régularisation » aux groupes traditionalistes pourvu qu'ils ne s'opposent pas publiquement à la nouvelle messe et à l'orientation œcuménique de Vatican II. Il s'agit d'une sorte de pacte Vatican-Moscou à l'usage des catholiques de tradition.

Au début des années soixante, le pape Jean XXIII a conclu avec Moscou un pacte aux termes duquel Moscou autoriserait des observateurs orthodoxes russes à assister au Concile, en échange de quoi celui-ci ne critiquerait ni ne condamnerait le communisme. Monseigneur Lefebvre pensait que ce pacte avec Moscou suffisait – en soi et de soi – à condamner le Concile :

« Le refus de ce concile pastoral d'émettre la moindre condamnation officielle du communisme suffit à elle seule à le disgracier à jamais, quand on pense aux dizaines de millions de martyrs, aux gens dont la personnalité a été scientifiquement détruite dans les hôpitaux psychiatriques, où ils servaient de cobayes à toutes sortes d'expériences. Et le Concile pastoral, qui rassemblait 2.350 évêques, n'a pas dit un mot, malgré les signatures de 450 Pères qui exigeaient une condamnation et que j'ai moi-même apportées à Mgr Felici, secrétaire du Concile, en compagnie de Mgr Sigaud, Archevêque de Diamantina.

« Faut-il poursuivre encore l'analyse pour parvenir à ses conclusions ? Ces lignes me semblent suffisantes pour justifier le refus de suivre ce concile, ces réformes, ces tendances dans tout leur libéralisme et tout leur néo-modernisme »³².

Le silence du Vatican plut évidemment aux communistes, qui se moquent de savoir si vous êtes contre eux, pourvu que vous ne vous opposiez pas publiquement à eux. De même, le Vatican moderniste se moque que les catholiques de tradition n'aient ni la nouvelle messe, ni le nouvel œcuménisme, pourvu qu'ils ne les critiquent pas. Jusqu'à présent, c'est ainsi qu'a fonctionné l'accord *Ecclesia Dei* avec les « catholiques attachés à la Messe tridentine ».

C'est d'ailleurs ce que s'est entendu dire très exactement l'un d'entre nous, qui s'était rendu en visite à Rome en 1994 auprès de la Commission *Ecclesia Dei*. Un responsable de cette commission lui a expliqué qu'une condition essentielle de « régularisation » était que le groupe traditionnel concerné accepte de n'émettre aucune opposition publique à Vatican II ou à la nouvelle messe.

Nous pensons qu'il est immoral de conclure un tel accord, d'échanger le silence contre la reconnaissance. Les médecins ne doivent pas se contenter de promouvoir la bonne santé ; encore doivent-ils combattre les maladies qui tuent. De même, les catholiques sont tenus non seulement de professer la vérité, mais aussi de combattre l'erreur. Or, jusqu'à présent, le compromis *Ecclesia Dei* a dit aux prêtres qu'il existait certaines erreurs qu'ils ne devaient pas combattre. Et ce sont ces erreurs qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé.

Une telle démarche est ridicule. C'est comme si l'on notifiât à saint Thomas d'Aquin qu'il est libre de célébrer l'ancienne Messe en latin pourvu qu'il ne dise rien contre les Albigeois. Ou comme si l'on notifiât à saint Ignace de Loyola que lui-même et ses jésuites sont libres de célébrer la Messe tridentine pourvu qu'ils ne disent rien contre le protestantisme.

On ne peut qu'imaginer jusqu'où un saint Athanase aurait écouté ces modernes quiétistes, qui échangent le silence contre la « régularisation », s'ils lui avaient ne serait-ce que suggéré de se concentrer sur ce que les catholiques « aiment bien » et de laisser de côté ce qu'ils « n'aiment pas », à savoir l'arianisme ! Il leur aurait ri au nez.

Accepter de se taire face aux erreurs du Concile pour être reconnu du Vatican actuel empêche beaucoup de bons prêtres *Ecclesia Dei* et Indult de critiquer les changements post-conciliaires, parce qu'ils craignent par dessus tout d'incommoder les évêques locaux, qui peuvent les priver de leur Messe hebdomadaire autorisée par l'Indult. Trop souvent, ceux qui consentent à faire cet échange perdent le sens du combat catholique que requiert l'époque actuelle. Le rapide effondrement de Campos en offre un exemple particulièrement évident.

Les prêtres de Campos, au Brésil, qui constituaient naguère un bloc d'opposition à Vatican II, sont maintenant neutralisés. Mgr Rifan, évêque de Campos, prend part à la nouvelle messe, et la résistance publique du clergé au modernisme conciliaire a fait long feu. L'abbé Peter Scott, Recteur du séminaire de la FSSPX en Australie, a écrit à ce sujet, fin 2004 :

« Qu'est-ce qui peut bien expliquer le changement de ton de ces vingt-cinq prêtres de Campos, qui ont refusé trente-trois ans durant toute collaboration avec la nouvelle messe, qui ont exposé ces fameuses raisons de ne pas assister à la nouvelle messe et de ne pas y collaborer, qui ont si bien défendu le statut canonique des prêtres traditionnels, persécutés justement à cause de leur refus de célébrer la nouvelle messe ? Ce n'est pas la mort de Mgr De Castro Mayer, intervenue onze ans avant que ce compromis n'ait lieu, ni le besoin d'un évêque, puisque la Fraternité Saint-Pie X leur en fournissait un. C'est tout simplement le fruit d'un troc politique, du compromis exigé d'eux en échange d'une reconnaissance de leur Administration apostolique. Et

³² Mgr Lefebvre, *Lettre aux amis et bienfaiteurs* n° 9, 1975.

l'on y voit bien la queue du diable. Non seulement il leur a été interdit toute œuvre missionnaire hors du diocèse, non seulement ils ont été placés sous l'autorité de l'évêque diocésain dans tous leurs apostolats de Campos, mais voici à présent qu'on les oblige à collaborer à la nouvelle messe, de même qu'à la justifier.

« Le père Cottier, O.P., théologien personnel du pape Jean-Paul II, avait prédit cette issue il y a plus de deux ans, lors de la consécration épiscopale de Mgr Rifan, en déclarant : *“Nous devons attendre un peu avant de demander d'autres actes indiquant qu'ils en sont venus à notre manière de penser : par exemple, une participation aux concélébrations dans le rite réformé. L'unité redécouverte dans le sein de l'Église renferme en elle-même une dynamique qui portera ses fruits.”* Déclaration prophétique, assurément. Il est triste d'avoir à noter que la Fraternité Saint-Pierre a mis onze ans à accepter le Protocole 1411, qui oblige ses membres à célébrer ou à concélébrer la nouvelle messe si l'évêque *Novus Ordo* l'exige, mais qu'il n'a fallu que deux ans aux prêtres de Campos pour en arriver au même point. La politique de Rome est très claire : ramener ces prêtres à soi au moyen d'un statut canonique, puis exercer sur eux des pressions suffisantes pour qu'ils se soumettent, et même pour qu'ils justifient leur soumission. Ce n'est là rien d'autre qu'une victoire complète du modernisme »³³.

Il n'existe aucune raison de croire que la « politique de Rome » ait changé en ce qui concerne le projet de régularisation de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X.

Prudence et circonspection

Il y a eu des rumeurs selon lesquelles la FSSPX allait conclure un « accord » avec Rome d'ici Pâques ou avant la fin du mandat de Supérieur général de Mgr Fellay, l'été prochain. Nous n'avons jamais ajouté foi à ces rumeurs, tant il semblait peu probable que la hiérarchie de la Fraternité, après avoir si bien réussi à conserver l'unité de celle-ci durant les dix-huit ans écoulés depuis les consécrations épiscopales, commettrait tout à coup une imprudence confinant à la folie. On ne peut qu'imaginer le chaos qui se produirait si le Vatican actuel avait son mot à dire dans l'élection à venir d'un nouveau Supérieur général.

Cette rumeur s'est révélée fautive, comme bien d'autres.

À l'imitation de Mgr Lefebvre, son fondateur, la Fraternité Saint-Pie X gardera ouvertes certaines lignes de communication avec le Vatican actuel. Elle obéira aussi à l'exhortation émise par Notre Dame à Fatima de « prier beaucoup pour le Saint-Père ». Mais compte tenu des remarques formulées dans le présent document, il semble que le temps n'est pas encore venu de conduire des négociations sérieuses en vue d'une régularisation.

Pour reprendre le sage critère de Mgr Fellay, le Vatican n'a donné aucune « preuve claire de son attachement à la Rome d'hier », il n'a pas « réaffirmé avec des actions parlant plus fort que les mots qu'il ne doit pas y avoir d'innovations en dehors de la Tradition ». Il nous semble peu probable qu'une régularisation orchestrée par le Vatican actuel garantisse l'avenir de la Fraternité Saint-Pie X ou profite le moins du monde au mouvement traditionaliste mondial.

Afin que la présente déclaration n'apparaisse pas aux yeux de certains comme une entreprise partisane émanant de certaines forces intérieures à la FSSPX, nous tenons à bien préciser que ni *The Remnant*, ni *Catholic Family News* ne sont des publications de la

³³ *Southern Sentinel*, du Séminaire de la Sainte-Croix, lettre de l'abbé Scott aux amis et bienfaiteurs, 1^{er} décembre 2004. Accessible sur le site Internet www.holycrossseminary.com/2004_December.htm

Fraternité Saint-Pie X. En outre, cette déclaration est co-rédigée par quelqu'un qui assiste régulièrement à la Messe de l'Indult et qui est convaincu qu'en l'absence de l'important contrepoids constitué par la FSSPX, il n'y aurait ni Messe de l'Indult, ni Fraternité Saint-Pierre, ni Institut du Christ-Roi, ni bourgeonnement du mouvement traditionaliste international. Si la Fraternité Saint-Pie X était retirée de cet édifice à l'équilibre précaire, quelles garanties aurait-on que Rome continuerait à se montrer « généreuse » avec nous ?

Tous les traditionalistes, par conséquent, ont un intérêt dans cette affaire. La question que nous devons nous poser – où que nous assistions à la Messe – est la suivante : quel avantage le traditionalisme tirerait-il d'un rapprochement entre la Fraternité Saint-Pie X et le Vatican alors que le motu proprio *Ecclesia Dei* précise bien qu'il n'y aurait pas de Messe de l'Indult s'il n'y avait pas de Fraternité Saint-Pie X ? Certains cardinaux éminents de la Curie romaine reconnaissent eux-mêmes ouvertement que la FSSPX n'a jamais été en situation de schisme formel. Il n'existe donc, à l'évidence, aucun danger pour les âmes, alors qu'il y en aurait manifestement un en cas de schisme formel. Ajoutons à cela que si les évêques libéraux accordent régulièrement des Messes de l'Indult, c'est dans l'unique but de contrer la Fraternité Saint-Pie X. Celle-ci, en effet, connaît un développement exponentiel dans le monde entier, comme la Fraternité Saint-Pierre, comme l'Institut du Christ-Roi, etc. En fait, il semble évident qu'en l'état actuel des choses, le mouvement traditionaliste tout entier a intérêt à ce que la FSSPX demeure inchangée. Quelle est, dans ces conditions, l'urgence d'un rapprochement ? À nos yeux, elle est inexistante. Aux yeux de Rome, elle semble grande. Pourquoi ?

Comme nous achevons de rédiger cette déclaration, des nouvelles de Rome sont venues confirmer la nécessité de se montrer extrêmement prudent. Selon ces nouvelles, Benoît XVI souhaite « avancer progressivement et en temps raisonnable » vers la résolution de la « question Lefebvre »³⁴. En même temps, le cardinal Arinze, du Vatican, souligne que le pape « ne peut désavouer Vatican II pour faire plaisir aux lefebvristes. Le pape ne peut tout réinventer, ou faire comme si Vatican II n'avait pas eu lieu »³⁵. Voilà un commentaire bien curieux dans la mesure où, justement, les architectes de Vatican II ont tout réinventé et subverti l'enseignement traditionnel de l'Église pour faire plaisir aux modernistes.

Nous sommes manifestement arrivés à la croisée des chemins. L'appareil romain vieillissant croit de moins en moins à la survie de sa Révolution conciliaire. La Tradition fuse à nouveau dans les veines et les artères de l'Église universelle, alors que les églises du *Novus Ordo* se vident et se vendent au plus offrant. Il est évident que ce n'est pas le moment pour les traditionalistes de baisser pavillon, ni pour la Fraternité Saint-Pie X de mettre fin au combat solitaire qu'elle mène au nom de la sainte Tradition, ou d'accepter quoi que ce soit qui ne serait pas un accord fondé sur la promesse faite par Rome de révoquer Vatican II.

D'ici là, nous devons prier chaque jour pour le pape Benoît XVI, afin qu'il vienne à reconnaître l'urgente nécessité de restaurer l'Église, non pas selon une interprétation plus traditionnelle de Vatican II, mais bien plutôt à la lumière de la sainte Tradition elle-même, seule réaction possible au chaos cataclysmique déchaîné par la révolution post-conciliaire. Nous devons prier aussi pour que la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X continue d'employer

³⁴ « Pope Presides at First Meeting with Curia », *Zenit*, 13 février 2006. Le pape a présidé à cette date une réunion avec les cardinaux de la Curie romaine, au cours de laquelle a été examinée une résolution sur la « question Lefebvre ».

³⁵ « Vatican Official Says Pope Will Fix Liturgical Abuses, Firmly, Gently. *Catholic News Service*, 10 février 2006. Accessible sur le site Internet www.catholicnews.com/data/stories/cns/0600806.htm

toutes ses ressources à résister au Concile et à sa nouvelle messe. Pourquoi ? Monseigneur Marcel Lefebvre a répondu d'avance à cette question il y a bien des années :

« ... La conclusion est inéluctable, surtout à la lumière du bouleversement général que l'Église a connu depuis le deuxième Concile du Vatican : cet événement destructeur pour l'Église catholique et pour toute la civilisation chrétienne n'a été ni dirigé, ni conduit par le Saint-Esprit »³⁶.

Réimprimé à partir de l'édition de mars 2006 de
Catholic Family News
MPO Box 743 * Niagara Falls, NY 14302
905-871-6292 * cfnjv@localnet.com

CFN est publié une fois par mois (douze fois par an) – Abonnement annuel : 28 dollars
Demander un exemplaire à titre d'échantillon

Home - Audio Cassettes - CFN Index

³⁶ Mgr Marcel Lefebvre, Préface de l'édition française de *J'accuse le Concile*.